

Avis adopté

Séance plénière du 9 juillet 2025

Investir dans l'avenir : rebâtir un service public de l'enseignement supérieur

Déclaration du groupe CFE-CGC

Dans un contexte marqué par les transitions sociales, économiques et environnementales, le CESE et notre organisation partagent une vision commune : repenser en profondeur le système éducatif pour garantir l'égalité des chances, mieux financer la recherche, renforcer la qualité de l'enseignement supérieur et mieux répondre aux besoins des territoires comme du monde professionnel.

Cet avis, à travers sa première préconisation, appelle à un débat national démocratique pour redéfinir les finalités et l'organisation de l'enseignement supérieur. Une ambition que notre organisation rejoint en réaffirmant la nécessité de garantir à tous un accès à un enseignement supérieur public de qualité, accessible sur l'ensemble du territoire.

La hausse du financement public constitue également un axe fort partagé. Cet avis propose notamment un plan pluriannuel de financement, une revalorisation des subventions de fonctionnement et des investissements massifs dans le patrimoine immobilier et les ressources humaines. De son côté, notre organisation ne peut qu'appuyer cette logique en réclamant des dotations équitables, une revalorisation des salaires des enseignants, un soutien accru aux étudiantes et étudiants et des moyens accrus pour la recherche publique.

En effet, il est à noter que la recherche publique française traverse une crise profonde. Alors que les grandes puissances mondiales misent sur des investissements massifs pour soutenir l'innovation et la croissance, la France, auparavant ambitieuse en la matière, stagne dangereusement. Malgré une multiplication des réformes, les moyens réels s'amenuisent au fil des années. Notre groupe, comme notre organisation, appellent donc à financer la recherche à la hauteur de nos ambitions. Aussi, encourageons les partenariats de recherche entre les universités et le monde économique ou de l'entreprise.

Enfin, le rôle de l'orientation est central. Alors que cet avis appelle à une évaluation approfondie de Parcoursup et à une mobilité étudiante renforcée, la CFE-CGC préconise quant à elle la création d'un corps dédié aux conseillers d'orientation, une meilleure information sur les débouchés et une transparence accrue sur les parcours de formation.

Ainsi, le CESE et la CFE-CGC s'accordent sur des lignes directrices essentielles : redonner du sens et des moyens à l'enseignement supérieur, le rendre plus équitable et mieux encadré. Charge désormais au gouvernement de mettre en œuvre ces préconisations de bon sens pour garantir à toutes et tous le droit de se former, de construire leur avenir, quel que soit leur milieu ou leur territoire.

Le groupe CFE-CGC a voté cet avis.